

## ***Formulaire de restitution d'une synthèse***

**Arrondissement : Saint-Paul (La Réunion)**

---

### **Type de réunion**

Réunion de lycée professionnel public

### **Discussion sur le constat**

#### REMARQUE LIMINAIRE

Afin d'être le plus fidèle possible, je donne un compte rendu de manière chronologique et avec les interventions entre guillemets qui reprennent les termes employés.

Après l'accueil du proviseur adjoint qui présente l'animateur on rentre directement dans le vif du sujet par l'intervention d'un enseignant qui conteste le fait qu'un professeur soit à priori non jugé apte à animer un tel débat, ce qui « jette une suspicion » avec « une contradiction » car à La Réunion il n'y a pas eu le loisir, contrairement à d'autres académies, de choisir un animateur au sein de l'éducation nationale.

Cet enseignant membre du SNUEP FSU lit à l'assemblée ce qui suit :

« Les grandes réformes politiques récentes n'ont donné lieu à aucune véritable concertation avec les personnels de l'éducation nationale qu'il s'agisse des retraites, ou de la décentralisation. Le dernier Comité Technique Paritaire Ministériel en est la dernière illustration puisque l'ensemble des organisations syndicales ont quitté la séance suite à la présentation d'un projet de réorganisation du Ministère de l'éducation nationale n'ayant été soumis à aucune concertation préalable.

Après trois mois de grève notre appel au dialogue n'a jamais été entendu et le gouvernement n'a modifié ses projets qu'à la marge.

Pendant la même période le gouvernement a dépensé 900 000 euros pour diffuser la pensée éducative du Ministre Luc Ferry par un livre distribué à chaque personnel avant même que le débat sur l'école ait été organisé.

Les premières mesures prises par le gouvernement ne vont pas dans le bon sens et font craindre le pire. Ainsi, les principes essentiels de gratuité et d'équité sont menacés par la volonté de faire assumer aux régions les charges de gestion de l'éducation, et par le transfert de missions éducatives aux lois du commerce (restauration scolaire, entretien des locaux, orientation scolaire, formation professionnelle...)

L'enseignement professionnel est la prochaine cible de cette décentralisation. Les documents de travail fournis dans le cadre du débat sur l'école le prouvent. Ainsi, l'apprentissage privé de type patronal y est monté au pinacle : on y parle de véritable succès national, alors que les lycées professionnels sont réduits en terme de constat à des lieux de grande érosion scolaire, mais pas un mot sur le fait que ce phénomène tout à fait regrettable touche davantage encore l'apprentissage. Après 50 ans de lutte pour la reconnaissance de l'enseignement professionnel public, la fiche N° 7 nous demande insidieusement s'il ne serait pas plus opportun de remplacer aujourd'hui les professeurs par les artisans ou des entrepreneurs, et propose clairement un rééquilibrage du nombre de places offertes vers l'apprentissage. Cette orientation des débats est pour le SNUEP-FSU tout à fait intolérable et méprisante pour le travail des personnels qui s'y investissent et pour la réussite scolaire à mettre au crédit des lycées professionnels et de la défense des valeurs de laïcité de l'école républicaine qu'elle représente.

Les orientations actuelles prennent toutes appui sur une logique comptable écrasant toute considération socio-éducative, ainsi :

- au Ministère de l'éducation, 3 550 départs à la retraite ne seraient pas remplacés ;
- 1 500 professeurs des écoles vont être recrutés l'an prochain, mais environ 5 000 autres postes seraient supprimés, principalement dans le second degré et l'administration.

Dans l'Education nationale, 14 700 emplois jeunes ne seront pas recrutés en 2004. Certains seront remplacés par des assistants d'éducation qui ne pourront combler ces emplois faute de postes suffisants créés par des horaires de service bien inférieurs.

Les 2,8% d'augmentation du budget de l'éducation, s'élevant à 70,839 milliards d'euros ne correspondent qu'à une augmentation mécanique de gestion.

Le Ministère, au nom d'économies budgétaires et dans sa volonté d'en découdre avec la fonction publique d'état, s'oriente vers une baisse de la compétence des enseignants et de la qualité des enseignements :

- disparition des TZR (remplaçants titulaires) remplacés par des contrats précaires non formés.
- suppression des « heures d'enseignement » sous prétexte qu'un élève qui a plus de 30 heures de cours hebdomadaires est surchargé.

Mise en place d'activités diverses (modules, PPCP...) qui conduisent progressivement à des suppressions pures et simples d'horaire d'enseignement.

D'autre part, une politique éducative doit s'inscrire dans une politique globale. Comment mener à bien l'enseignement des élèves quand les familles les plus démunies sont enfermées dans la paupérisation entretenue par le RMA, l'abandon des chômeurs de longue durée, le non remboursement de médicaments de plus en plus nombreux, la régression des droits sociaux ?

Le gouvernement accompagne les lois du libre échange dictées par les mesures de l'OMC, de l'AGCS, et de la Banque Mondiale qui vont offrir des pans entiers du secteur public au secteur privé.

On remplace le droit à l'éducation par une contractualisation qui sera de fait différente d'un lycée ou d'une école à l'autre. Ainsi, sous couvert de renforcer l'autonomie des établissements, on met en place une concurrence entre eux qui est en fait un outil de gestion de la pénurie.

Enfin concernant l'organisation du débat l'énorme masse des informations synthétisées (8 pages X 15 000 débats = 120 000 pages), résultat de deux ou trois questions traitées par établissement, nous laisse penser que tout est déjà écrit et que ce débat n'a d'autre but que de servir de caution aux décisions gouvernementales.

En un mot, nous savons que les valeurs que nous défendons ne seront pas portées par ce type de débat mais que nous devons combattre ailleurs, comme nous l'avons fait ces derniers mois.

Nous refusons de suivre les projets gouvernementaux qui dessinent une école transformée en pourvoyeur de compétences pour alimenter l'entreprise, nos missions fondamentales telles que former la pensée, diffuser des valeurs citoyennes, travailler sur les savoirs et la culture pour l'émancipation personnelle et professionnelle des jeunes doivent être plus que jamais réaffirmées. »

Une parente d'élève qui est professeur des écoles regrette un débat le samedi matin et aurait préféré le dimanche, d'autre part regrette aussi que les écoles soient regroupées et s'interroge sur l'organisation : « j'ai deux enfants comment faire pour aller aux réunions », « c'est très mal organisé » « je pense que l'enfant n'est pas au centre du système », « je pense que le système est conçu pour les adultes et non pour les enfants... les enfants sont fatigués, les horaires sont difficiles », « on dit que l'on respecte le rythme des enfants, moi je dis que cela n'est pas vrai, il faudrait travailler plus souvent et moins longtemps, s'il le faut avec des vacances en moins si nécessaire », « on pense actuellement plus aux parents, aux enseignants plus qu'aux enfants ». En tant que personnel de l'éducation « on est mal formé à affronter la violence, l'irrespect, la formation initiale est très légère », « je trouve que l'on n'est pas soutenu, aidé, au premier degré on est peu aidé, les aides sont peu nombreuses », « on est souvent seul face à nos problèmes en classe », « il nous faudrait plus de moyens en personnes ». « Depuis cette année il n'y a plus qu'une année de formation au lieu de deux », « déjà avant ce n'était pas terrible... j'ai peur de l'avenir », « je trouve que le personnel de l'EN a de la bonne volonté, cela pourrait beaucoup mieux marcher », « le mouvement des professeurs avec le turn-over... c'est difficile, il devrait y avoir un minimum de temps à rester dans l'établissement », « certains professeurs bougent peu et d'autres trop », « il y a aussi le problème de rejoindre son lieu de travail, ce n'est pas aux élèves de supporter ces difficultés ».

Arrêt par un professeur qui dénonce « cette concertation voulue par le Président » et dit « donner la parole à tout le monde c'est la donner à personne », d'autre part « je n'ai pas eu le temps de lire toute la documentation », « je tiens à le dire ce débat est dangereux et donnera l'impression d'un débat », « les idées peuvent remonter par les organisations syndicales », « je trouve cela déplorable vis à vis des parents d'élèves », « cela va permettre... »

L'animateur reprend la main et redonne la parole à la professeur des écoles parente d'élève : « c'est trop mal organisé, trop mal fait ».

Un autre professeur intervient comme membre du SNALC : « deux fois trois heures avec un rapport de 143 pages... c'est difficilement exploitable, ce ne pourra être que survolé », « il y a un problème de calendrier, c'est encore une grande messe, je suis sceptique », « mais on a une tribune autant l'exploiter », « ce sera une grande cacophonie », « le résultat est déjà préparé »... cependant « il faut effectivement un débat, cela concerne tout le monde », « depuis très longtemps c'est devenu une très grosse machine », « comment sont dépensés ces 101 milliards d'euros ? », « on voit des élèves qui arrivent de troisième ne sachant pas lire », « on doit rendre des comptes à ce niveau là », « problème des jeunes qui sortent encore trop sans formation », « comment peut-on nommer une classe de troisième de non lecteur ? », « le problème de ceux qui après le Bac sont allés à l'université et le nombre qui arrive à la maîtrise... que deviennent les autres ? », « pourquoi cette violence ? N'y a t-il pas des jeunes désabusés par le système ? », « le débat doit être moins ponctuel avec 2 fois 3 heures », « pourquoi ces élèves sont-ils non lecteurs ?, n'est-ce pas le système qui provoque cela ?... méthode globale... méthode syllabique ... on arrive à des élèves qui ne peuvent plus lire... et on arrive à une sorte d'exclusion », « on ne tient pas compte de nous, de la base », « il y a trop dans les ministères de grands pédagogues... avec chaque année ou tous les deux ans une nouvelle réforme... IDD, TPE, PPCP... et toutes ces élucubrations », « malheureusement le PPCP est pris sur l'emploi du temps, pour moi c'est devenu une variable d'ajustement », « qu'on nous écoute un peu nous à la base ».

Le proviseur adjoint intervient à titre personnel comme débatteur :

« A mon avis c'est une bonne initiative, avec un problème de modalités, de temps », « il y a eu trop d'écrits, trop de paroles qui annoncent déjà l'avenir ». « Prenons ce débat pour nous ici dans l'établissement, ce serait déjà bien », « je n'ai pas d'idées reçues », « je prends les faits, je trouve les choses intéressantes », « cela donne des éclairages », « si on regarde les chiffres... il y a une évolution dans le système... en masse, en niveau, en budget, on ne peut pas nier cette évolution ».

Le premier intervenant du SNUEP-FSU reprend ce qui a été dit... et ajoute « c'est l'auberge espagnole », « il y a des organes de représentation : CA, CVL... ce travail de Démocratie il existe au quotidien », « aujourd'hui que pèse votre parole ? »

Départ à ce moment là de trois personnes qui ne veulent pas continuer ce débat.

Un autre professeur intervient ensuite pour dire : « cette notion de respect », « j'étais content d'être enseignant », « nous sommes visés », « l'enseignant, il n'y a plus de considération pour lui », « nous enseignons moins car nous sommes obligés de prendre le relais de la société, des parents », « notre société va à vau l'eau », « les programmes nouveaux en CAP sont démentiels pour des non-lecteurs », « il faut davantage écouter ceux qui sont à la base », « on nous demande... on en a marre ».

La parente d'élève professeur des écoles reprend : « il n'y a pas d'élève... les enfants non-lecteurs sont passés entre les mailles », « je n'ai jamais travaillé avec plus de 25 élèves pourtant ». « En 50 ans cela a beaucoup évolué », « ma grand mère qui a été instit, elle a 85 ans... ça a bien évolué tout de même ».

Un professeur intervient : « le collègue unique ... on ne tient pas compte de l'individu », « il y a exclusion de l'élève tout de même », « l'élève qu'a-t-il vu de l'école ?... l'échec... on n'a pas pris en compte ce que l'élève voulait ».

La seule parente d'élève qui a sa fille dans l'établissement dit : « les élèves sont bien ici, ma fille ne se sentait pas bien au collège, elle est mieux ici ».

Un professeur intervient : « avant on avait le privilège d'effectuer une sélection pour les élèves, l'orientation est trop anonyme ».

Un autre intervenant rappelle que « l'école s'insère dans la société. Elle est animée par au moins trois catégories d'acteurs qui sont les personnels, les usagers et le Politique. Tous ces membres viennent

avec leur héritage (parfois négatif) de la société d'aujourd'hui... finalement ce n'est pas l'école qui est malade mais ses relations avec la société ».

Après une pause de 5 minutes l'infirmière scolaire (parente d'élève aussi) intervient : « je trouve que les élèves sont surchargés avec des programmes lourds, les élèves qui suivent OK, les autres tant pis... », « beaucoup de parents démissionnent... », « pourquoi pas de sanction auprès des parents qui ne suivent pas leurs enfants, je le vois à l'infirmerie... ceux qui ne font rien pour leurs enfants », « au sein de l'établissement il faudrait plus de communication, il y a des instances, CA, CVL, commission permanente... cependant... dans les établissements on a beaucoup d'élèves en difficulté, cela demande plus de cohérence à l'intérieur, manque de concertation, de communication ». « En tant que parent je tiens à dire « qu'il y a un alcoolique et une folle, comment se fait-il que ces profs restent devant les élèves ? Comment faire ? Ils peuvent être des dangers pour nos enfants... discours d'alcoolique ou insultes... ».

Un autre professeur intervient (elle est parente de deux enfants en maternelle et primaire) : « sur Saint Paul 68 écoles et deux lieux de rencontre », « le débat existe, je regrette si peu de monde... il faut prendre les choses comme elles sont, c'est l'occasion de s'exprimer », « je suis issue d'un milieu défavorisé et je retiens une image extraordinaire de l'école, j'ai eu des instituteurs formidables », « je pense effectivement que l'école est malade et j'ai pourtant de l'école une image positive », « peut être qu'on a été éduqué par des parents pour qui l'école était respectée », « Autrefois on se contentait de peu, on a aimé et respecté nos maîtres, mais pourquoi aujourd'hui on n'y arrive plus ? », « il y a 50 ans ... sens du travail, du devoir... problème du chômage, plus de repères ». « Aujourd'hui on demande à l'enseignant de remplir plein de tâches auxquelles on n'a pas été formé face à la détresse morale et sociale ».

Une autre enseignante intervient pour dire : « il faudrait plus de psychologie dans la formation des enseignants ».

Le débat se termine sur quelques propos divers : « problème de la deuxième langue quand on a du mal à acquérir la langue », « sur le temps de présence du professeur dans l'établissement », de « qui instruit et qui éduque ? », « en primaire les cycles c'est bien, la Loi de 89 était bien ».

## **07 Comment améliorer la reconnaissance et l'organisation de la voie professionnelle ?**

« L'enseignement professionnel a vraiment mauvaise presse, je n'étais pas une élève brillante en collège, on voulait m'envoyer en BEP, mais moi je ne voulais pas... je ne savais pas quoi faire, je ne comprenais pas cette logique... si je ne réussis pas au collège on m'envoie au lycée professionnel ». « Il y a une hiérarchie dans le monde enseignant, le clivage existe toujours, c'est surtout dans les têtes ».

« La voie professionnelle doit-elle former des professionnels ou des citoyens ? »

« L'apprentissage a le droit de sélectionner alors que les lycées professionnels n'ont pas ce droit : c'est le patron qui choisit son apprenti et en plus il a deux mois d'essai ».

« Le contrôle en cours de formation pose problème quand les professionnels associés ne viennent pas ».

Comment permettre aux élèves et enseignants de collège de mieux connaître les formations professionnelles ?

« Il y a un gros problème d'information, les conseillers d'orientation ne sont pas assez nombreux, les professeurs de collège ne sont pas assez au courant » « il faut renforcer les mini-stages, les journées portes ouvertes, former davantage les professeurs principaux de collège et il faut une personne relais au collège ».

« Il faut aussi donner une bonne image, il faut donner de la fierté de faire un métier, ne pas dire : « tu es mauvais, tu iras en professionnel ».

« Il est indispensable de continuer à faire des entretiens de motivation et non de sélection ».  
« Cela devrait partir du primaire et valoriser les travaux manuels ».  
« Il ne faut pas décourager le bon élève de troisième qui veut aller en professionnel, malheureusement il n'y a pas toujours le choix au niveau des places ». « Il y a tellement de métiers que l'on ne connaît pas, il y a un problème d'orientation ».  
« Il faut redonner un sens, de la valeur aux métiers qui ont été dévalorisés ».  
« Le regard réaliste de l'économie il ne faut pas l'oublier, on ne peut former pour former s'il n'y a pas de débouchés ».  
« Le problème des formations professionnelles vient aussi du système avec les effets d'aubaine, des contrats aidés qui faussent le système ».  
« Il y a beaucoup d'exploitation dans les milieux de la restauration avec la rotation des effectifs, avec un droit du travail différent ».

Comment améliorer la coopération entre entreprise et école ?

« L'entreprise doit exprimer davantage ce qu'elle veut vraiment », « Il faut que les élèves aillent en entreprise et les professeurs aussi », « Il faut que les chefs d'entreprise viennent plus souvent dans les établissements », « Il y a une méconnaissance de l'autre, c'est le problème ». « Il faut renforcer la venue de professionnels dans les établissements, mais cela pose des problèmes de disponibilité des artisans par rapport aux grandes entreprises ». « Proposition de rencontres une ou deux fois par an entre professionnels et enseignants au sujet des stages par exemple ».

Faut-il introduire un volet de travail manuel dans le socle commun ?

« Oui c'est nécessaire pour tous et dès le primaire ».

Faut-il faire appel à des artisans, des ouvriers, des techniciens pour enseigner en lycée professionnel ?

« Non, sauf pour des interventions ponctuelles (intervenants extérieurs) ».

## **22 Comment former, recruter, évaluer les enseignants et mieux organiser leur carrière ?**

« Quand on arrive dans une classe, est-on assez armé ? On éduque, on instruit ? Il faudrait que l'enseignant ait aussi une connaissance de lui-même ? Quelle relation il a à l'autorité ? Face à l'élève, face au système ?

« Il devrait y avoir un module sur l'autorité pour les professeurs en formation ».

« L'ENNA était beaucoup plus cadrée, avec des trucs de terrain ».

On ressent dans le débat une certaine nostalgie des ENNA.

« Comme il y a des quotas pour les femmes pourquoi pas de quota pour les hommes, en primaire par exemple ? »

Faut-il prendre en compte les besoins et les profils des établissements dans l'affectation des enseignants ?

« Non... mais le problème du système est que le professeur le mieux formé, le plus armé se retrouve avec les élèves qui ne posent pas de problème... ce devrait être le contraire ».

Faut-il tenir davantage compte du mérite des enseignants et des situations d'échec dans la gestion des carrières ?

« La reconnaissance par la note pédagogique et administrative n'est pas suffisante », « le système ne prend pas assez en compte le mérite », « c'est aussi le cas pour les personnels d'encadrement ».

« Pour les infirmières la reconnaissance ne se fait qu'à l'ancienneté : aucune évaluation, aucune reconnaissance, on revendique aussi le mérite »

« En situation d'échec il faut prévoir des possibilités de réorientation vers d'autres ministères ou autres secteurs ».

